

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 08/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **MPC**

Chézieux  
ST ROMAIN LE PUY - BP 92  
42600 Montbrison

Références : 20230608\_UIDLHL\_EAR\_193  
Code AIOT : 0006105180

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement MPC implanté Chézieux BP 92 42610 Saint-Romain-le-Puy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site est sous le coup d'un arrêté préfectoral de mise en demeure pour terminer le plan de mise en conformité aux exigences de sécurité qui s'imposent à ses installations. L'inspection du 7 juin 2023 visait à faire un point d'avancement, les transferts de bâtiment à bâtiment n'étant pas tous réalisés.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MPC
- Chézieux BP 92 42610 Saint-Romain-le-Puy
- Code AIOT : 0006105180
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

MPC est un fabricant de peintures liquides à base de solvants et résines. Le site a subi les effets d'un orage de grêle qui a détruit la plupart des toitures, leur réfection ayant nécessité un chantier de désamiantage et leur reconstruction complète (notamment pour mise en place de DENFC).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 mai 2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Le site a été significativement modernisé (toitures, voiries, stockages extérieurs, laboratoires) et est propre et bien tenu.

Les non-conformités à l'arrêté de mise en demeure correspondent au non-respect des délais pour terminer les actions engagées, le plan de mise en conformité s'avérant très ambitieux au regard de la disponibilité des bureaux d'études et des entreprises prestataires.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|--|--|-------------------|
| 5  | Plan de mise en conformité | AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1 | /  | Sans objet        |
| 6  | Plan de mise en conformité | AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1 | /  | Sans objet        |
| 7  | Plan de mise en conformité | AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1 | /  | Sans objet        |
| 10 | Plan de mise en conformité | AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1 | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|----------------------------|--|--|-------------------|
| 1  | Plan de mise en conformité | AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1 | /  | Sans objet        |
| 2  | Plan de mise en conformité | AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1 | /  | Sans objet        |
| 3  | Plan de mise en conformité | AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1 | /  | Sans objet        |
| 4  | Plan de mise en conformité | AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1 | /  | Sans objet        |
| 8  | Plan de mise en conformité | AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1 | /  | Sans objet        |
| 9  | Plan de mise en conformité | AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1 | /  | Sans objet        |

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection demande à l'exploitant de poursuivre dans sa pratique de transmettre régulièrement un état d'avancement des travaux à l'inspection. La fin des travaux est désormais fixé à un horizon proche, après plusieurs années d'investissements pour moderniser le site et l'adapter aux contraintes réglementaires.

L'exploitant a travaillé sur les prescriptions relatives au stockage de produits inflammables en petits contenants fusibles, remplacement progressivement les emballages combustibles par des contenants métalliques. Les matières premières en IBC sont autorisées à 100 tonnes, mais l'inventaire journalier permet de s'assurer que le seuil de 50 t est rarement dépassé. Par ailleurs, une alerte est effective en cas d'atteinte du seuil de 65 %. L'inventaire permanent permettra d'en justifier en toute circonstance.

## 2-4) Fiches de constats (voir pages suivantes)

### N° 1 : Plan de mise en conformité

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurisation des installations   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Supprimer les stockages de liquides inflammables du bâtiment B5  |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a supprimé ces stockages en période chaude puis les a réutilisés en période froide pour mettre les produits à l'abri d'un risque de cristallisation ou de solidification en masse. A compter du mois d'avril le stockage en extérieur ne pose pas problème. L'exploitant étudie actuellement la réalisation d'une chambre chaude en préparation du prochain hiver. La coordination des trois corps de métier concernés (chauffagiste, maçon, couvreur ) est en cours pour finaliser le projet. Un plan B est envisagé si la solution prévue n'était pas réalisable techniquement, mais il nécessiterait une évolution de l'étude de dangers du site. |
| <b>Observations :</b> La situation est donc conforme à la date de l'inspection et le sera dans les conditions actuelles de stockage tant que les températures de l'air resteront positives.<br><br>L'exploitant devra justifier des installations réalisées (étuve, chambre chaude...) ou de l'achat de d'équipements permettant de rester conforme à la prescription avant le 1er décembre 2023.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 2 : Plan de mise en conformité

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurisation des installations   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Passer commande d'un système de détection incendie dans les bâtiments et sur les zones extérieures du site |
| <b>Constats :</b> Le système a été commandé,  |
| <b>Observations :</b> Conforme  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 3 : Plan de mise en conformité

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurisation des installations  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Installer un système de détection incendie dans les bâtiments et sur les zones extérieures du site  |
| <b>Constats :</b> l'installation est réalisée pour les zones extérieures, mais la défaillance de certaines lentilles fait que le système de détection n'est pas encore opérationnel . Tout sera rentré dans l'ordre d'ici fin juin 2023.<br><br>Pour la boucle intérieure, l'étude a été transmise par le prestataire, une réunion est programmée entre Exploitant, Bureau d'étude et Installateur. Les travaux de réalisation suivront selon le calendrier de l'installateur. |
| <b>Observations :</b> L'arrêté préfectoral de mise en demeure ne fixait pas de délai pour la mise en service. La nécessité d'une détection incendie ne se discute cependant pas, et sa mise en service est indispensable au plus tôt des possibilités de l'installateur.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 4 : Plan de mise en conformité

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurisation des installations           |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Transférer les aérosols stockés en J vers A2 |
| <b>Constats :</b> Fait en mai 2022  |
| <b>Observations :</b> Conforme  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                       |

### N° 5 : Plan de mise en conformité

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurisation des installations  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Transférer les palettes de Z3-41 vers D1-D2   |
| <b>Constats :</b> Le secteur D n'est pas encore libéré, donc le transfert n'a pas été opéré. L'inspection a noté que, dans l'attente, le stockage de palettes est assuré à distance des bâtiments  |
| <b>Observations :</b> Les transferts des installations de production et de conditionnement ne sont pas réalisés. Aussi le secteur D n'étant pas encore vacant, le transfert des palettes n'a pas été opéré. L'inspection a noté que, dans l'attente, le stockage de palettes est assuré à distance des bâtiments |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 6 : Plan de mise en conformité

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurisation des installations   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>Transférer le laboratoire de contrôle, la production, le conditionnement dans les locaux qui font l'objet de réfection de gros oeuvre</p> <p><b>Constats :</b> Le laboratoire de contrôle a été transféré en décembre 2022. Tout est prêt pour le transfert de la production et du conditionnement. Une aspiration double (solvants et poussières/solvants avec dépoussiéreur vue lors de l'inspection) a été installée dans le bâtiment qui accueillera la production. La réception du dispositif d'aspiration conditionne l'installation des cuves dans le bâtiment I1, les tests sont prévus sous 15 jours (fonctionnement à blanc sur tous les points pour mesure des vitesses d'éjection). Un nouveau disperseur sera mis en service une fois l'aspiration opérationnelle. Les cheminées ont été montées le 31 mai.</p> <p>Les couvercles neufs sont à installer sur les cuves. Les petites cuves seront installées sous un mois, les 7 autres, plus grosses, seront installées ensuite.</p> <p>Le transfert du conditionnement vers B1ainsi vacant suivra, la voirie avec zone de circulation pour le transfert des cuves est prête (goudron et béton, vus lors de l'inspection). L'exploitant a rencontré un problème avec son fournisseur pour l'installation des portes d'accès à la zone de circulation : il avait égaré la commande. Elles seront installées à l'automne</p> <p><b>Observations :</b> Les travaux sont proches de la fin, et les transferts dépendent de la réception par l'exploitant des différentes installations sous-traitées. Aussi, même si le délai de 8 mois est expiré, s'agissant d'un chantier lourd et à multiples rebondissements (notamment effets de la grêle qui a nécessité la réfection de toutes les toitures et des négociations longues avec la compagnie d'assurance), il est considéré que l'exploitant a mis en oeuvre toutes les diligences pour un aboutissement dans des délais maîtrisés à défaut d'être conformes à l'arrêté préfectoral de mise en demeure.</p> <p>Prendre une sanction du fait du non-respect du délai de 8 mois imparti n'aurait aucun effet sur le calendrier des travaux restant à accomplir, ce dernier dépendant de la disponibilité des prestataires et des contraintes de production et de sécurité du site. Il est rappelé que l'ensemble des travaux de réparation et de mise en conformité se déroulent, depuis le début, en co-activité.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 7 : Plan de mise en conformité

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurisation des installations   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>Mettre Z4 sur rétention</p> <p><b>Constats :</b> La zone Z4 va être installée derrière le bâtiment production. Les plans sont en attente de chiffrage qui nécessite une validation par bureau d'études spécialisé. Les travaux sont prévus en septembre 2023. L'accès à la zone sera goudronné dans la continuité de la nouvelle voirie.</p> <p>Le stockage Z4 sera sur rétention comme exigé pour les produits dangereux liquides (résines et solvants)</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |

|   |
|---|
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet |
|---|

**N° 8 :** Plan de mise en conformité

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurisation des installations  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Installer les nouvelles tuyauteries et remettre en état le mur de la rétention de Parc1 |
| <b>Constats :</b> réalisé dans les délais.<br><br>Le système de soutirage de solvants dispose des nouvelles tuyauteries.   |
| <b>Observations :</b> conforme   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 9 :** Plan de mise en conformité

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurisation des installations   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Supprimer Parc 2 avec dégazage des cuves et évacuation                                       |
| <b>Constats :</b> Il a été constaté que le Parc 2 est démantelé, les cuves étaient en cours de dégazage au jour de l'inspection |
| <b>Observations :</b> conforme  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 10 :** Plan de mise en conformité

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 16/05/2022, article 1                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurisation des installations                                   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Transfert des stockages de combustibles de Z3-41 vers D              |
| <b>Constats :</b> Ce transfert sera fait dès libération de la zone D (bâtiments D1-D2) - voir constat 5 |
| <b>Observations :</b> Délai non respecté mais l'ensemble des transferts sera bientôt réalisé            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |